

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La Conquête de l'Armée (*Amédée Dunois*). — La Situation Internationale (*Karl Radék*). — Karl Marx, penseur et agitateur (*Léo Frankél*)

Chronique internationale: Russie (*E. Varga*). — Suisse (*J. Humbert-Droz*). — Six mille verstes en Russie (*Max Bartel*). — Comité de la 3^e Internationale, etc.

La Conquête de l'Armée

EST à la fois le communisme et le syndicalisme que vise le projet « sur la répression des menées antimilitaristes » dont la Chambre du 16 novembre vient d'être saisie et qu'elle votera, soyez-en sûrs, en moins de temps qu'il ne lui en faut pour ne pas équilibrer le budget !

Nouvelle loi scélérate, loi « super-scélérate », qui manquait à la gloire de ses tristes auteurs : Bonnevey, répugnant jésuite, tout tremblant de haine et de peur devant la révolution inévitable ; cette petite vipère de Barthou — frère d'un déserteur rentré en France à la faveur d'une amnistie ; et enfin, et surtout, Aristide Briand lui-même, l'aventurier cynique, l'incomparable fourbe qui trahit et qui ment aussi naturellement, aussi *physiologiquement* qu'il respire, et qui, croyant savoir ce qui l'attend si la révolution l'emporte (le gaillard nous juge à son aune !), quand il défend contre nous la société menacée, ne fait que défendre sa peau. Oui, c'est le syndicalisme révolutionnaire et le communisme qui sont visés : les C. S. R. et le Parti. Car il n'y a plus qu'eux aujourd'hui pour combattre à fond le militarisme et pour reprendre à leur compte, dans toute son ampleur, dans toute sa rigueur, la formule traditionnelle : *Pas un homme ! pas un sou !...* Pour les Bonnevey, les Barthou, les Briand, nous ne faisons, syndicalistes et communistes, qu'une même cible, nous ne sommes qu'un seul ennemi. S'il était besoin d'un argument supplémentaire à la thèse de l'unité de front entre l'organisation économique et l'organisation politique du prolétariat révolutionnaire, c'est là que nous le trouverions.

Chose curieuse : nous ne sommes pas visés en tant que syndicalistes, ni même en tant que communistes ! Nous pourrions continuer plus ou moins impunément à propager parmi les ouvriers l'idée de grève générale, l'idée même d'insurrection ; nous pourrions continuer à leur dire que la révolution est inéluctable et nécessaire ; en d'autres termes, nous pourrions, jusqu'à nouvel ordre, continuer à *provoquer* les masses à la grève générale, à l'insurrection armée, à la révolution. Ce qu'on prétend nous interdire, c'est de provoquer des militaires (militaires d'aujourd'hui, d'hier ou de demain) à la désobéissance « sous quelque forme et par quelque moyen que se produise la provocation ».

Sous l'ancien régime, c'étaient la religion et l'Eglise auxquelles on ne pouvait toucher sans s'exposer à d'implacables peines. Aujourd'hui c'est au militarisme et à l'armée. Tant il est vrai que la société bourgeoise, fondée sur le vol et la guerre, n'attend plus son salut, dans les périls qui la menacent, que des canons et des mitrailleuses. Quelle leçon pour nous ! Quel argument pour notre propagande ! Défense, sous peine de prison, de toucher à l'armée, de s'attaquer à la discipline et au « devoir militaire », cela revient à dire : Défense de toucher au capital qui ne règne que si l'armée lui obéit !

Quand on pense que les Poincaré et les Viviani, assistés des Bunau-Varilla du *Matin* et des Letellier du *Journal* — tous agents au service du capital anglo-français et du tsarisme russe — ont jeté ce peuple naïf sur les baïonnettes et les canons de Morhange et de Charleroi ; qu'ils l'ont fait se terrer quatre ans dans les tranchées fétides en lui

criant : « Guerre au militarisme ! Guerre à la guerre ! » — et qu'aujourd'hui la paix signée, c'est dans la répression des « manœuvres antimilitaristes » que le capital aux abois va chercher son salut !... Quand on pense à ces choses, quand on rapproche ces faits, on reste confondu devant l'immensité du mensonge sous le couvert duquel les hommes du 4 août ont cru dissimuler l'immensité de leur crime !...

Le mensonge se dissipe, mais le crime demeure. Les criminels sont toujours là. Le verbe haut, le geste superbe, ils nous accusent de vouloir « affaiblir la France à tel point qu'elle n'ait plus la force de recouvrer les justes compensations de ses sacrifices ». Ces messieurs entendent que le crime paie. Ils se disent que, si le crime paie, les criminels seront sauvés !

Et non seulement ils nous accusent de vouloir affaiblir la France pour l'empêcher d'être payée, mais ils nous accusent en outre de vouloir « la désarmer devant la révolution ». Accusation à retenir, car elle est par-dessus le marché, un aveu ! Publiquement, difficilement, voici un gouvernement qui reconnaît enfin, comme l'avait fait jadis, en une heure de bravade, le vieil assassin Gallifet, que le rôle de l'armée est d'écraser la révolution — « les ennemis de l'intérieur », disait le noble marquis... Nous saurons profiter de l'aveu. Nous crierons à toutes les tribunes que l'armée n'est que le rempart de la bourgeoisie contre le peuple, du capital contre le travail, de l'ordre établi contre la révolution, et que l'avenir de cette dernière réside dans la conquête intellectuelle des soldats par le syndicalisme et par le communisme unis.

..

Car enfin, Bonnefoy, Barthou et Briand ne se leurrent pas au point de croire que nous allons abandonner la propagande antimilitariste ! « Sous quelque autre forme et par quelque autre moyen que ce soit », nous la continuerons. Et même nous nous étudierons à la renforcer. Elle est plus indispensable que jamais à une époque où, le pouvoir civil et le pouvoir militaire s'étant réconciliés contre la révolution, l'armée tend de plus en plus à ce confondre avec l'Etat, à une époque où la République, vieillie, fatiguée, « apaisée », retourne progressivement à l'Empire — tandis que les bonapartistes viennent à la République.

L'Empire s'appuyait sur le clergé et sur l'armée. La République bourgeoise, vidée de toute substance républicaine, livrée par les politiciens à la féodalité du fer, de la houille et du crédit, renonce à la lutte anticléricale et fait de son armée, commandée par des réacteurs, la clef de voûte du régime. Cette armée, aujourd'hui la plus forte du monde, reste la suprême espérance de la bourgeoisie à la veille

de l'effondrement prévu des finances publiques, à l'avant-veille peut-être d'un Waterloo capitaliste. Qu'au lendemain du cataclysme financier que tout annonce, et des mouvements populaires qui fatalement s'ensuivront, l'armée refuse l'obéissance, et la bourgeoisie est par terre, le pouvoir politique étant à la merci d'un coup de main du prolétariat. Qu'au contraire l'armée demeure fidèle, et tout peut être changé : l'insurrection prolétarienne, même appuyée d'une grève générale, peut encore être surmontée, comme elle l'a été tant de fois au cours du XIX^e siècle.

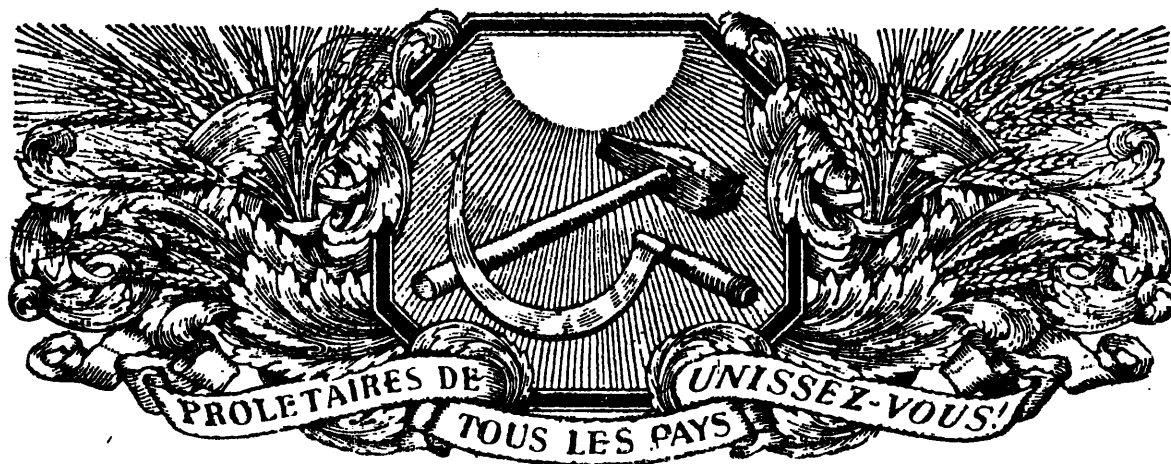
C'est dire si la bourgeoisie a intérêt à maintenir intact le moral de l'armée, à ne pas laisser s'affaiblir dans la troupe « la notion du devoir militaire » !

Et cependant nous ne pouvons renoncer à la propagande antimilitariste. Capitalisme, impérialisme, militarisme — en d'autres termes. Capital et Etat — forment un tout indivisible. Le communisme, le syndicalisme, l'antimilitarisme en forment un autre, dressé contre le premier dans un antagonisme irréductible. Le jour où le prolétariat révolutionnaire renoncerait à l'antimilitarisme, c'est qu'il renoncerait à la révolution ; c'est qu'il se renierait en tant que classe, comme tant de chefs ouvriers se sont reniés en tant qu'individus. Il n'en fera rien, quoi qu'il advienne : il n'y a pas d'exemple qu'une classe tout entière soit allée à Cannossa !

La loi super-scélérate, si elle est votée — et elle le sera — ne changera donc rien à ce qui ne peut être changé. Elle nous imposera, voilà tout, de nouvelles méthodes d'action, dont nous aurons à délibérer entre nous. C'est vraisemblablement du dedans que nous combattons désormais le militarisme ; c'est à l'intérieur même des casernes que nous aurons à installer l'idée communiste. En outre, nous aurons à intensifier, auprès des jeunes ouvriers et des jeunes paysans la propagande révolutionnaire. Plus l'armée comptera de communistes et de syndicalistes conscients et actifs, plus la propagande spécifiquement antimilitariste et antipatriotique, où tant des nôtres, avant la guerre, s'étaient spécialisés, perdra de sa nécessité première. Elle ne disparaîtra pas : elle verra décliner son importance relative.

Encore une fois, nous aurons entre nous à délibérer de ces choses. Dès maintenant, en tout cas, un point est au-dessus des controverses : la conquête de l'armée est devenue plus que jamais pour les travailleurs, la condition préalable de la conquête du pouvoir politique. Qui a l'armée a le pouvoir. La lutte antimilitariste, désormais, c'est la lutte du prolétariat pour la conquête de l'armée.

Amédée DUNOIS.



La Situation Internationale

Nous publions ci-dessous des extraits d'une importante étude de Karl Radek sur la Situation Internationale et le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste. Cette étude est parue dans Moscou, organe officiel du Congrès.

La lutte contre les Centristes

Les neuf mois qui se sont écoulés depuis le deuxième congrès de l'Internationale Communiste ont été consacrés à la lutte contre les éléments centristes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Internationale. Les 21 conditions que l'Internationale Communiste avait élevées à la manière d'une barrière entre elle et les éléments opportunistes ont à la perfection joué leur rôle de frontières entre les communistes et les opportunistes déclarés. Les Hilferding, les Crispian, comme aussi les Longuet, qui étaient prêts à s'affilier à l'Internationale Communiste pourvu que cette affiliation n'entraînât pas pour eux l'obligation d'une politique révolutionnaire, pourvu que la possibilité leur fût réservée de continuer sous le drapeau du communisme leur politique d'hésitations entre révolution et contre-révolution, tous ces messieurs comprirent que ce jeu leur était devenu impossible et que s'ils entraient dans les rangs de l'Internationale Communiste, ils seraient, de par les 21 conditions, obligés de mener une politique révolutionnaire. Plus étroitement liés à la bourgeoisie qu'aux militants révolutionnaires, ils allèrent à une rupture, avec ceux-ci et prirent ouvertement parti pour la contre-révolution.

Après le rôle que ces éléments jouèrent dès cet instant, après l'appui fourni à la contre-révolution pendant les journées de mars par les Indépendants, après que les Indépendants allemands et les longuetistes se furent prononcés en faveur de la contre-révolution de Cronstadt, — aucun malentendu n'est plus possible à leur sujet, au sein du prolétariat révolutionnaire. Toutes leurs « reconnaissances » de la dictature du prolétariat et du système des soviets se sont révélées comme des duperies effrontées. Se plaçant sur le terrain de

l'Internationale Jaune d'Amsterdam, ils cherchèrent, d'accord avec les réformistes, à protéger cette dernière citadelle de la bourgeoisie que sont les syndicats réformistes contre les ouvriers révolutionnaires. En face de la grande crise mondiale qui trouve son expression dans la dévastation du monde par les luttes intestines qui se déroulent entre différents groupements capitalistes, ils se placent sur le terrain de la bourgeoisie libérale et cherchent, avec les derniers mohicans du cobdénisme, à trouver un pont qui leur permette de se rapprocher de la bourgeoisie. Ce n'est pas la révolution mondiale qu'ils recherchent : c'est au contraire une conciliation avec la bourgeoisie, c'est-à-dire la seule condition qui puisse permettre à la contre-révolution de vaincre, qui fait l'objet de leurs soucis. L'Internationale 2 1/2 qu'ils ont édifiée, mélange insipide et débile de « si et de mais », montre qu'elle est la forme où se moule leur Confédération Internationale. « L'Internationale est une question de patience », déclarait l'un des chefs de cette compagnie internationale de pénitents. Oui, c'est bien vrai. L'Internationale 2 1/2 est une question de patience : tant qu'il y aura encore dans le prolétariat des éléments assez patients pour supporter sans rien dire le joug du capitalisme, cette Internationale qui embrasse dans ses rangs dupeurs et dupés pourra exister. Mais chaque pas en avant fait par le prolétariat sera pour cette Internationale un pas de plus vers l'abîme.

Mais en dehors de cette différenciation d'avec les opportunistes, l'Internationale Communiste avait encore à combattre le manque de foi en la révolution, l'esprit d'incertitude, l'esprit de fléchissement devant le combat ; cette lutte n'était pas près d'être terminée. A la tête des masses révolutionnaires qui s'étaient jointes au cours des deux dernières années à l'Internationale Communiste, se trouvaient dans plus d'un pays des camarades qui personnellement étaient sûrs d'être d'excellents révolutionnaires et qui semblaient l'être en effet tant que le communisme restait une affaire de propagande et d'agitation et non pas d'action révolutionnaire directe ; quand ce changement survint, ils se muèrent en opportunistes. Là où la situation

s'exacerbaient à tel point que les partis communistes se trouvèrent en présence de la nécessité d'une lutte en armes contre le gouvernement bourgeois, là où les partis, accrus considérablement, ne pouvaient plus se contenter de marcher au trot languissant de la propagande, là où ils furent contraints de prendre l'initiative en main pour commencer le combat, là où on vit tout à coup les yeux des pseudo-révolutionnaires, jusqu'alors inconscients de leur opportunisme s'ouvrir, et leur opportunisme se faire jour ouvertement. En Italie le groupe de Serrati se révèle opportuniste et, comme il n'a pas envie d'affronter le combat avec la réaction qui s'enhardit, il n'est naturellement pas porté à chasser du parti les réformistes, ces proxénètes de la bourgeoisie, ni à donner un coup de gouvernail énergique vers la gauche pour diriger le navire du Parti dans le sillage de la lutte révolutionnaire. A Livourne, Serrati se sépare de 60.000 communistes pour n'avoir pas à se séparer de 14.000 opportunistes.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste déclare clair et net aux Serratistes : il n'y a pas de place dans les rangs de l'Internationale pour ceux qui ne veulent pas se séparer des réformistes. Il préfère se séparer pour un temps des ouvriers révolutionnaires dont la conscience n'est pas au niveau de leur connaissance du communisme. Car il sait pertinemment que ces mêmes ouvriers reviendront d'autant plus aisément au camp du communisme que l'Internationale Communiste condamnera plus impitoyablement le jeu centrisme qui se cache sous le masque du communisme et que le Parti Communiste Italien montrera clairement aux masses par l'exemple de sa propre politique révolutionnaire la différence qui existe entre le communisme véritable et le communisme dont se camoufle la politique centrisme.

La crise italienne et la décision avec laquelle le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a montré qu'il n'entendait pas jouer avec les principes communistes, effarouchent les esprits opportunistes qui subsistent dans les comités directeurs des autres partis communistes. Ils se sentent de la sympathie pour la politique de Serrati et ils ont peur que, comme en Italie, l'Internationale Communiste ne veuille introduire dans les autres pays une politique révolutionnaire. Même dans les partis où la scission avec les centristes a déjà été consommée et où par conséquent les exclusions ne paraissent plus s'imposer, même là les opportunistes se sentent menacés. Car ils comprennent très bien qu'il ne s'agit plus de l'exclusion des opportunistes déclarés, mais qu'il s'agit d'une action et d'une agitation véritablement révolutionnaires à laquelle il faut que les partis communistes se résolvent. Dans le Parti communiste allemand se groupent autour de Paul Lévi un certain nombre de parlementaires indépendants de gauche et de leaders syndicalistes, formant une opposition contre le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, sur le terrain de la question italienne. Ce groupe entame la lutte avec pour mot d'ordre ceci : « l'Internationale Communiste s'est engagée dans la voie de la formation de sectes et non de partis de masses ; car elle ne s'occupe pas d'une « éducation » patiente des masses et refuse de reconnaître les Serrati et Turatti, que les masses, elles, manquant d'« éducation », reconnaissent pour chefs ; comment ne craint-elle pas de perdre ainsi l'appui des masses ? » Peu de semaines après, ce même groupe, se trouvant en face d'un mouvement prolétarien de masses révolutionnaires au moment des journées de mars, devient à son tour une secte qui s'efforce de saboter la vivifiante action des masses, clamant à cor et à cri qu'il ne s'agit là que d'une « aventure ». Le porte-

drapeau de ce groupe, Lévi, commet une véritable trahison, il passe à l'ennemi, il dénonce à la police ebertiste les membres de l'Exécutif et l'Exécutif lui-même, comme les fomentateurs et les excitateurs étrangers du mouvement. Et bien que le parti se fût prononcé à l'unanimité contre ces renégats et, les prenant au collet, les ait jetés à la porte de son organisation, un groupe opportuniste formé par les chefs du parti, se solidarise avec les traîtres. Il perd tout contact avec les masses et montre de cette façon, mieux que par toute démonstration théorique, que ces « défenseurs des masses » à l'intérieur du mouvement communiste ne sont que des charlatans. Ce groupe opportuniste se déclare l'avant-garde d'un parti des masses. Mais comme entre les scheidemanien et les crispinistes il n'y a pas de place en Allemagne pour un parti opportuniste ayant pour chef Lévi et s'appuyant sur les masses, ce groupe en sera réduit au rôle d'une petite secte opportuniste. Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne a écrasé la rébellion de cette poignée de leaders opportunistes et ceux-ci arrivent maintenant devant l'alternative soit de se soumettre sans conditions à la volonté du Parti, soit de quitter le Parti.

En Tchéco-Slovaquie s'est produite une rénovation de la conscience des masses ouvrières enclina jusqu'ici au nationalisme ; la majorité des ouvriers social-démocrates s'est ralliée au communisme. Une partie des chefs de ces militants de la gauche, avec, à leur tête, l'ancien chef des social-démocrates opportunistes, Smeral, tâchèrent de s'opposer autant que possible à ce développement. Ce qui leur plaisait le plus dans le communisme, c'était apparemment la lenteur de sa progression. Le développement rapide du mouvement révolutionnaire, que nous autres communistes nous prenions pour point de départ d'une politique nette et précise, les Smeral et consorts en tiraient une politique hésitante, une politique qui revient à un arrêt complet du mouvement ouvrier. Quand nous leur disions qu'il ne faut pas quitter les rangs du parti social-démocrate tchèque tant que le concours des larges masses des ouvriers social-démocrates ne leur serait pas assuré, ils détournaient autant qu'il leur était possible la majorité des militants social-démocrates, qui s'étaient séparés de la social-démocratie, de la création d'un Parti Communiste. Comme nous leur avions dit de ne pas se précipiter dans l'action avant d'être sûrs de leurs forces, ils laissèrent sans direction la grève révolutionnaire d'un million de travailleurs qui avait surgi spontanément en décembre 1920 ; ils firent plus — ils la désorganisèrent. Et lorsque, malgré les grands sacrifices que cette grève avait exigés d'eux, leur communisme non seulement ne fut pas ébranlé, mais encore reçut une impulsion nouvelle, les étranges leaders communistes qu'ils ont là trouvèrent que le moment n'était pas encore venu pour former un parti centralisé communiste avec un programme net bien déterminé. La bourgeoisie tchéco-slovaque vit de l'exploitation non seulement des ouvriers tchèques mais aussi des ouvriers hongrois, slovaques et allemands. Néanmoins les Smeral s'opposent à la fusion des prolétaires de toutes les nationalités représentées dans l'Etat tchéco-slovaque, craignant d'exciter le nationalisme bourgeois par un internationalisme prolétarien nettement exprimé. L'Internationale Communiste souhaitera avec joie la bienvenue aux 400.000 ouvriers tchéco-slovaques qui viennent de se joindre à elle. Mais elle leur dira tout net que l'affiliation à l'Internationale Communiste ne peut pas aller de pair avec la patiente conservation dans les rangs du Parti des Smeral et consorts.

Les Serrati, Lévi, Smeral, déclarent que l'Internationale Communiste a modifié sa tactique. L'In-

ternationale Communiste leur répond : « Du gleichst dem Geist, den du begreifst, nicht mir ! » (tu es l'égal de l'Esprit que tu peux concevoir, mais non de moi !). L'Internationale Communiste est à présent comme auparavant pour la formation de partis appuyés sur les masses, autour de son drapeau. Elle ne se bornera pas à la propagande des idées communistes mais prendra une part active au combat des masses, même si ces masses ne sont pas encore tout à fait conscientes et leur combat pas tout à fait décisif. Son devoir est de combattre les imprécisions et non de les laisser se répandre, de vaincre les indécisions et non de les ériger en principe. L'Internationale Communiste mettra comme par le passé les petits groupes de communistes en garde contre des combats intempestifs dans lesquels ils risquent de trouver leur perte. Mais elle dira à tous les partis prolétariens de quelque importance : ton devoir est de marcher à la tête des masses révolutionnaires. Ton devoir est de mener en avant les masses prolétariennes, en leur montrant l'exemple par l'action et de poursuivre une lutte à mort contre ceux qui sous le drapeau du communisme défendent une politique de stagnation et d'inertie. Un parti qui suivra cette voie saura seul grouper autour de lui les masses révolutionnaires. Car ces masses se servent des décisions du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste comme d'une fanfare guerrière, comme d'un plan de campagne, et non pas comme d'un appoint de connaissances en vue d'une politique de tergiversation et d'hésitation. Ils se sont séparés d'avec les centristes car ils sont opposés à une politique d'inaction et d'atermoiements ; s'ils l'ont fait, ce n'est pas pour poursuivre cette même politique sous un nouvel étendard. Les militants communistes sentent bien que la situation mondiale exige de nous une activité intense et ils comprennent qu'il nous est impossible d'intensifier notre action sans débayer préalablement le chemin de tous les obstacles qui l'encombrent et particulièrement du plus encombrant d'entre eux qui est l'opportunisme, quel que soit déguisement dont il puisse s'affubler.

Traitement de la maladie infantile du Gauchisme

Quelque temps avant le dernier Congrès de l'Internationale Communiste, le camarade A. Pannekoek avait publié une brochure sur la tactique de l'Internationale Communiste ; il y développait, comme pendant à ma brochure sur la révolution mondiale, la tactique de ce qu'il appelait le « Communisme de gauche ». Simultanément parut la brochure de Lénine sur la maladie infantile du communisme ; dans cette brochure étaient exposés les principes essentiels de la tactique de l'Exécutif de l'Internationale Communiste opposée à la tactique des « gauches ». A cette brochure répondit à son tour le camarade Horter, par une « lettre ouverte à Lénine ».

Qu'avaient donc à dire les adeptes du communisme de gauche à l'Internationale ? Quelle tactique proposaient-ils ? La tactique qu'ils proposaient contrastait manifestement avec la position occupée par le Parti même dont les deux camarades hollandais paraissaient vouloir être les théoriciens : c'est-à-dire par le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne. Ce Parti était entré en lutte contre la majorité des spartakistes en leur déclarant que le triomphe de la révolution était possible en Allemagne dès l'automne 1919 et que c'étaient les spartakistes qui l'arrêtaient et lui faisaient obstacle

par leur politique opportuniste. C'est autour de cette conception que les communistes allemands de gauche se groupèrent au printemps 1920 lorsqu'ils formèrent un Parti autonome. Quant à Pannekoek et à Horter, ils étaient d'avis que la révolution mondiale est un processus progressif, ce qui témoigne d'une conception qui était considérée du point de vue de la gauche comme un indice d'opportunisme.

Mais quelle est la tactique qu'ils proposent d'appliquer à cette longue période progressive de la révolution mondiale ? Ils déclarent que la cause principale de la lenteur du processus révolutionnaire, c'est que les conditions matérielles se développent plus rapidement que les conditions morales. La décomposition du capitalisme fait des progrès plus rapides que l'expansion de l'idéologie communiste parmi la classe ouvrière. Quelle recette offrent-ils pour l'accélération du développement de la combativité prolétarienne ? Quelle tactique préconisent-ils ?

Celle de la propagande pure et simple. Les communistes propagent la bonne doctrine. Ils font tête baissée à l'encontre de tous les courants du mouvement ouvrier, non seulement en les critiquant et en luttant contre eux, mais aussi en combattant l'emploi du parlementarisme et l'action du Parti dans les organisations syndicales des masses ; et de cette façon ils tracent une ligne de démarcation très tranchée entre eux et le mouvement ouvrier. En face du parlementarisme corrompue, ils dressent la propagande pour les soviets ouvriers ; en face des syndicats de traitres, des conseils de production révolutionnaires ; en face des Partis social-démocrates et centristes, des petits groupes communistes ayant un but d'une cohésion étroite. Dans les luttes de la classe ouvrière, qui ne se développent que très lentement, les communistes doivent défendre leur point de vue sans se soucier de savoir si les masses sont ou ne sont pas en mesure de l'apprécier à sa juste valeur au degré de développement où elles en sont. Les masses se rendront compte plus tard que les prophètes du communisme avaient raison et ce n'est qu'après coup qu'elles viendront à eux, et leur diront : maintenant nous voyons bien que c'est vous qui méritez le pompon, nous en sommes tellement sûrs que nous voilà devenus des communistes pur sang et nous n'avons plus qu'un désir, c'est de faire la révolution. Et le jour ainsi venu, Antoine Pannekoek avait sans doute l'intention de descendre de son observatoire astronomique de Hollande, et Horter celle de remettre dans l'armoire les classiques grecs, et de se mêler à la foule populaire. Non pas, que Dieu l'en garde, pour lui montrer la voie à suivre ! Le prolétariat devenu pleinement conscient saurait bien se diriger tout seul, et le Parti Communiste Ouvrier n'est pas un Parti dans le sens ordinaire de ce terme, mais dans un sens des plus extraordinaires.

Et le Parti Communiste Ouvrier montra qu'en effet il était un Parti bien extraordinaire ; il compléta son « école hollandaise » de communisme par une étude approfondie de la culture intellectuelle allemande. Il réussit à l'absurde la théorie propagandiste des astronomes et poètes hollandais en rejetant de son programme toute revendication partielle. Ou bien il se trouve que les revendications peuvent être réalisées sur le terrain du capitalisme, et alors le Parti Communiste Ouvrier est trop révolutionnaire, voyez-vous, pour se soucier d'une telle vétille, d'autant plus qu'elle pourrait bercer les ouvriers d'illusions réformistes. Ou bien les revendications ne peuvent pas

être réalisées sur le terrain du capitalisme. Alors il faut le déclarer ouvertement et exciter les prolétaires à combattre pour la dictature.

Ainsi appliqués, les principes de l'école hollandaise auraient abouti à une solution absurde. Mais les syndicats ouvriers formés par le K. A. P. D. se sont naturellement fort peu souciés de la bonne doctrine et des prophètes de ce dernier. Ils ont combattu pour des revendications très réalisables. Ils ont fait des démonstrations pour les faire triompher, mais toutefois, après les avoir avancées, ils se sont bien gardés, afin sans doute d'éviter aux ouvriers la nécessité d'un combat, d'attirer leur attention sur le fait que ces revendications pourraient ne pas être réalisées.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul fait qui démontre la démence de la tactique hollandaise. Non seulement les organisations formées pour la réalisation de cette tactique furent obligées de l'abandonner, mais il se trouva de plus que ces organisations se moulerent dans des formes tout à fait inattendues pour ceux qui les avaient conçues. Ces Conseils de production et ces unions ouvrières, organisations restreintes, mais « pur sang », ne devaient pas se borner à servir de serres chaudes pour la « pure doctrine », ils devaient en même temps être des centres d'action. Eh bien, ils ont eu plus d'une seule fois l'occasion de démontrer leur combativité. Et cependant ils n'ont pas une seule fois jusqu'ici assumé la direction d'un mouvement tant soit peu important. Mais ce n'est pas là encore péché mortel. Au fond, la plus belle femme du monde ne peut donner que ce qu'elle a. Ces organisations, faibles quant au nombre, ne pouvaient pas assumer la direction d'une action importante.

Ce qui est beaucoup plus regrettable, c'est que durant les grandes actions entreprises par les larges masses ouvrières, elles ne se sont montrées en aucune façon prêtes à affronter le premier choc de l'ennemi. Il suffit de rappeler ici leur rôle pendant les journées de mars. Vraiment elles s'y sont montrées plus extraordinaires qu'il n'est permis au commun des mortels. Dans certains endroits elles ont fait preuve de courage, dans d'autres elles ont nettement fléchi. En tout cas, rien ne laissait prévoir dans leur conduite qu'elles étaient les vaisseaux de la grâce de Dieu. Et il y avait de bonnes raisons pour cela. L'esprit ne se délivre de son enveloppe charnelle que dans l'observatoire de l'astronome et dans le « poète » des philosophes. C'est que là il n'a pas à songer à son bien-être matériel et il n'a pas besoin d'accomplir le plus ou moins de difficultés qu'il y a à satisfaire des exigences de messire Gaster. Mais si par contre les adeptes du pur communiste hollandais se trouvent acculés à des conditions matérielles un tant soit peu embarrassantes, si, par exemple, ils risquent d'être mis à la porte de leur entreprise, ils manifestent tout à coup une extrême prudence et c'est alors qu'ils s'isolent en un petit groupe afin de ne pas rester sur le pavé.

Mais c'est un trait caractéristique du prophète que lorsque la terre pécheresse ne se développe pas selon sa volonté, il ne se demande pas si ce qu'il exige du monde est vraiment réalisable, il couvre sa tête de cendres, il menace le monde de destruction et exige de lui des prodiges encore moins réalisables. C'est à peu près ce qu'a fait le K. A. P. D., et aussi ses théoriciens hollandais, dans le courant de l'année passée. Horter qui après le K. A. P. D., eût été accueilli dans le rang de l'Internationale Communiste comme parti

sympathisant, avait cru de son devoir d'exprimer sa sympathie à l'Internationale Communiste en déclarant que la tactique adoptée par son deuxième Congrès était une tactique ahurissante, n'en délivra pas moins, dans une brochure anonyme, à l'Exécutif de l'Internationale Communiste un certificat d'imbécillité dans une seconde « lettre ouverte » à Lénine (Lénine ne peut malheureusement pas empêcher que de semblables fusées d'esprit lui soient consacrées), il constate que la tactique de l'Exécutif a abouti à une faillite complète et que tous les partis affiliés à la Troisième sont livrés à l'opportunisme.

Il n'est pas étonnant que, le monde ayant subi dans le cerveau de Horter et consorts une transformation aussi étrange, ces médocastres pensent pouvoir offrir au vieux monde harassé, le secours de leurs médecines. Et ce ne sont pas les remèdes qui leur manquent. D'après le K. A. P. D., la principale leçon qu'on puisse tirer des journées de mars, c'est la nécessité d'un abandon définitif de l'action légale. Il mène la propagande en faveur des actes terroristes, du sabotage de la production comme un moyen ingénieux de monter à la détestable légalité combien peu elle est respectée par le K. A. P. D. Il se peut que de cette façon le K. A. P. D. arrive à acquérir la respectueuse estime de cette même légalité. Le meilleur de l'histoire c'est que le K. A. P. D. mène cette propagande en faveur de l'illégalité dans une feuille tout ce qu'il y a de plus légal, et le gouvernement allemand serait bien fou de prendre des mesures contre cette propagande. Car rien ne peut autant servir la bourgeoisie que l'abdication par les ouvriers de la modeste liberté de réunion que la bourgeoisie est contrainte de leur octroyer maintenant.

En tant qu'organisation révolutionnaire, l'Internationale Communiste doit veiller avant tout à ne se faire aucune illusion sur la qualité réelle des partis qui lui sont affiliés, sur leur combativité, sur leur organisation. Non seulement elle ne se dissimule pas l'existence dans ses rangs de certains courants opportunistes, mais encore elle voit dans la lutte contre ces tendances opportunistes l'une des conditions de son triomphe futur. Le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste devra en premier lieu, au moment de prendre ses décisions politiques et organisatrices, ne pas perdre de vue la lutte à mener contre l'épidémie de centrisme. Mais une chose me paraît évidente. Ce n'est pas en adoptant la tactique des utopistes hollandais qu'on pourra venir à bout du centrisme, non, ce n'est pas par la propagande, mais seulement par un renforcement de notre action, par un redoublement de travail parmi les masses prolétaires, par une liaison solide et intime avec ces masses qui souffrent et qui luttent.

L'expérience faite par l'Internationale Communiste d'une lutte contre l'opportunisme sur le terrain du plus grand parti communiste, c'est-à-dire du V. K. P. D., cette expérience montre que l'espoir qu'il y a de pouvoir créer des organisations vraiment révolutionnaires des masses, là où la situation est révolutionnaire, ne peut que nous confirmer dans la voie adoptée par nous précédemment. Le bilan du K. A. P. D. parle plus éloquemment que toutes théories contre la voie proposée par ce parti. Le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste aura à exprimer cette vérité en toute netteté.

Karl RADEK.

Karl Marx, penseur et agitateur

Karl Marx est né à Trèves, le 5 mai 1818. Il fit d'abord son droit aux Universités de Bonn et de Berlin, mais il abandonna bientôt l'étude de la jurisprudence pour celle de l'histoire et de la philosophie.

En 1841, il quittait Berlin pour Bonn, où il voulait s'établir comme professeur de philosophie, mais le mouvement politique qui suivit la mort de Guillaume III le détourna de ce projet.

A ce moment, les chefs de la bourgeoisie libérale, comme Camperhausen, Hausemann, etc. — qui plus tard, après la révolution de mars 1848, entrèrent dans le gouvernement — fondèrent à Cologne un journal d'opposition, la *Rheinische Zeitung* (*Gazette Rhénane*). Les quelques articles par lesquels Karl Marx collabora à ce journal produisirent une telle impression qu'on lui en offrit la rédaction en chef au cours de l'année 1842.

La *Rheinische Zeitung*, soumise comme les autres journaux de cette époque à une étroite surveillance, eut les honneurs d'une double censure : la censure ordinaire, et celle du préfet de Cologne. Mais comme cette distinction ne put l'appriivoiser, un décret ministériel du commencement de l'année 1843, la lui retira.

« Comme rédacteur à la *Rheinische Zeitung*, dit Marx dans sa préface à la *Critique de l'économie politique*, je fus d'abord un peu embarrassé d'avoir à exprimer mon opinion sur ce que l'on appelle les « intérêts matériels ». Les débats de la Diète rhénane sur les voûtes de bois et le morcellement de la propriété foncière, la polémique officielle que M. de Schaper, alors gouverneur de la province rhénane, ouvrit avec la *Rheinische Zeitung* sur la situation des paysans de la Moselle, enfin les discussions sur le libre échange et le protectionnisme me fournirent pour la première fois l'occasion de m'occuper de questions économiques. » Cette « occasion » devait déterminer toute la carrière de Marx. Désormais nous verrons toutes ses œuvres inspirées de ce même esprit socialiste dont le *Capital* est en quelque sorte l'expression la plus haute. Mais l'étincelle qui ne faisait que couvrir dans ses œuvres de débutant s'épanouit dans son chef-d'œuvre en une flamme claire, le souffle léger qui se dégageait de ses premiers essais devient, dans le *Capital*, un vent d'orage qui s'empare de l'esprit du prolétariat éveille en lui la conscience de classe et l'entraîne à la lutte.

Après la suppression de la *Rheinische Zeitung*, Marx plein de ressentiment contre le monde des philistins d'Allemagne quitta la scène politique et se retira dans son cabinet de travail. C'est alors (en mai 1843) qu'il écrit à son ami, le Dr Ruge : « Il n'y a pas de doute, le vieux monde appartient aux Philistins. Il est vrai que s'ils y sont les maîtres, c'est parce qu'ils y pullulent comme font les vers dans un cadavre ». Et il voulait détruire ce « vieux monde ». Son esprit infatigable cherchait une libre activité, pour laquelle il n'y avait nulle place en Allemagne. Il tourna ses regards vers la France, vers Paris, « la nouvelle capitale du monde nouveau ».

Ses vœux furent exaucés quand le Dr Ruge, qui avait entre temps émigré à Paris, lui offrit

d'éditer avec lui une nouvelle revue. Marx se hâta de répondre que dût le projet être réalisé ou non, il serait à Paris « avant la fin du mois » (septembre 1843), car, ajoute-t-il, « l'air d'ici rend serf ». Il expose en même temps dans cette lettre un plan pour le programme de la revue à fonder. « Ce que nous avons à faire, écrit-il, c'est la critique impitoyable de tout ce qui existe, impitoyable dans ce sens qu'elle ne recule pas plus devant ses propres résultats que devant les conflits avec les gouvernements au pouvoir. » Notre mot d'ordre doit être : « Réforme de la conscience de soi. » Cette réforme consiste à faire comprendre au monde « les raisons de ses propres actions ». Nous pouvons donc, dit Marx, en terminant sa lettre, exprimer en un mot la tendance de notre feuille : « rendre l'époque actuelle consciente de l'objet de ses désirs et de ses luttes ».

Ainsi parurent les *Deutsch-französische Jahrbücher* (*Annales germano-françaises*), à Paris, en 1844. On cherchait dans ces annales qui furent interdites en Allemagne, à coordonner les mouvements intellectuels français et allemands. Outre quelques lettres, deux exposés critiques de Karl Marx y furent publiés : *Critique de la philosophie du Droit de Hegel* (15 pages) et *De la question juive* (33 pages).

Karl Marx voulait entreprendre un examen critique de la *Philosophie du Droit*, de Hegel. Ses études le menèrent à la conclusion que « les rapports juridiques de même que les formes politiques ne sont explicables ni par elles-mêmes, ni par le développement de l'esprit humain en général, mais bien plutôt par les conditions matérielles de l'existence ». Seule l'introduction à cette étude fut publiée.

Marx y fait la critique de l'idéalisme allemand, qui faisant abstraction de l'homme réel le considère comme un être placé en dehors du monde. L'arme de la critique ne peut assurément pas remplacer la critique des armes, la force matérielle, mais la théorie devient aussi une force matérielle, dès qu'elle s'empare des masses ». Par suite, la théorie doit considérer l'homme comme homme et non comme être abstrait ; elle doit le libérer de tout illusion sur sa situation, afin qu'il modifie cette situation qui ne dure que par ces illusions. La théorie doit tendre « à renverser toutes les conditions qui font de l'homme un être bas, asservi, abandonné, méprisable ». Mais à qui appartient-il de détruire ces conditions, de secouer cette servitude ? Il faut que ce soit une classe dont les revendications soient celles de la société, une classe qui en combattant pour ses propres droits combatte en même temps pour les droits de la société en général. Cette classe particulière, c'est le prolétariat.

« La philosophie trouve dans le prolétariat ses armes matérielles, comme le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes spirituelles, et dès que l'éclair de la pensée aura lui, dans les couches profondes du peuple naif, s'accomplira l'émancipation profonde des Allemands et leur transformation en hommes.

« Quand toutes les conditions intérieures auront été remplies, conclut Marx, à la fin de son intro-

duction, le jour de la résurrection allemande sera annoncé par le chant du coq gaulois. »

Dans son travail intitulé : *De la question juive*, qui est une critique de l'étude de Bruno Bauer sur la même question, et dans celui intitulé : *De l'apititude des juifs et des chrétiens d'aujourd'hui à s'affranchir*. Marx, contrairement à Bauer, considère la question juive non comme religieuse ou théologique, mais bien comme laïque.

La religion est d'après Marx la conscience qu'a l'homme de soi-même. Ce n'est pas la religion qui fait l'homme, mais au contraire l'homme qui fait la religion. L'homme en tant qu'être collectif, c'est-à-dire la société, l'Etat « produisent la religion, une conscience du monde intervertie, parce qu'ils constituent eux-mêmes un monde renversé ». (Introduction à la critique de la philosophie de Hegel). La religion est donc considérée par lui « non comme la cause, mais comme la manifestation de l'étroitesse d'esprit universelle. « L'émancipation politique de l'homme religieux consiste par suite à émanciper l'Etat de la religion. L'Etat en tant qu'Etat s'émancipe de la religion en s'émancipant de la religion d'Etat, c'est-à-dire en ne reconnaissant en tant qu'Etat aucune religion. »

« Quel est le fond temporel du judaïsme, demande Marx ? » Et il répond : « C'est le besoin matériel, l'intérêt personnel. Le judaïsme atteint son apogée dans l'achèvement de la société bourgeoise, dont le principe est également le besoin matériel, l'égoïsme, mais la société bourgeoise n'arrive à son expression complète que dans le monde chrétien. »

« Le christianisme est sorti du judaïsme mais a été absorbé de nouveau par lui. Le chrétien fut tout d'abord le juif théorisant, c'est pourquoi le juif est un chrétien pratique, et le chrétien est redevenu juif. Non seulement dans le Pentateuque ou dans le Talmud, mais encore dans la société actuelle, nous retrouvons l'essence du juif contemporain, non seulement dans l'étroitesse du juif, mais aussi dans l'étroitesse juive de la société. La nationalité chimérique du juif, c'est la nationalité du marchand, et en général de l'homme d'argent. »

Marx ne dit pas comme Bruno Bauer, qu'à moins de s'émanciper radicalement du judaïsme, les juifs ne pourront s'émanciper politiquement, il prétend que précisément parce qu'ils peuvent s'émanciper politiquement sans dépouiller complètement le judaïsme, l'émancipation politique en elle-même ne sera pas l'émancipation de l'homme. « L'émancipation sociale du juif, écrit Marx, en terminant la *Question juive*, se fera le jour où la société se libérera du judaïsme. »

Peu après, en 1845, Marx publiait en collaboration avec P. Engels *La Sainte Famille ou critique de l'examen critique. Contre Bruno Bauer et consorts*. C'est une critique de la philosophie spéculative de Hegel, qui était alors à la mode. L'exposé se réfère de préférence à l'*Allgemeine Literatur Zeitung* de Bruno Bauer, parce que c'est là que l'extravagance de l'idéalisme allemand atteint son point culminant. Il y a dans la *Sainte Famille*, une excellente étude, sur les matérialismes anglais et français, due à la plume de Marx.

Tout en s'occupant principalement d'économie politique, et d'études sur la première révolution française, Marx n'avait pas cessé de publier des attaques contre le gouvernement prussien, aussi celui-ci demanda et obtint-il son expulsion de France. Marx se rendit alors à Bruxelles, où bientôt avec Engels, Wilhelm Wolff (à qui il dédia le

Capital) et quelques autres camarades avec lesquels il se trouvait en communion d'idées, il fonda un *cercle allemand pour l'éducation des travailleurs*. Dans leurs réunions ainsi que dans d'innombrables tracts, les utopies des socialistes anglais et français furent soumises à une critique impitoyable et remplacées par l'éducation à une conception scientifique de la structure économique de la société bourgeoise.

En 1846, parut le *Discours sur le Libre Echange* dans lequel Marx critique le protectionnisme et le libre échange du point de vue socialiste et accable de ses sarcasmes les partisans de l'un et de l'autre système qui prétendent agir dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Misère de la Philosophie. Réponse à la Philosophie de la Misère de M. Proudhon, parut en 1847.

Dans cet écrit (de 178 pages), le « système des contradictions économiques ou la philosophie de la misère », de Proudhon, est soumise à une critique aussi acerbe que tranchante. Celui qui se croyait au-dessus de l'économie politique et du communisme, celui qui croyait avoir résolu le problème issu des contradictions impliquées dans les deux doctrines apparaît non plus comme « une synthèse » mais comme « une erreur composée » qui prend chez les socialistes l'illusion de ne voir dans la misère que la misère et non le côté révolutionnaire qui doit forcément amener le renversement de l'ancienne société, et chez les économistes la nécessité des rapports éternels en économie politique, lesquels toutefois, selon Marx, ne sont pas des lois naturelles mais des lois historiques, c'est-à-dire des lois qui sont propres chaque fois à la façon de produire d'une époque déterminée.

La *Misère de la Philosophie*, en dehors de la méthode scientifique qu'elle applique aux questions économiques se distingue par cette chaleur de langage et par cette éloquence entraînant — notamment dans le passage sur les grèves et la coalition des ouvriers — qui est le propre de la jeunesse. Pris dans son ensemble, nous considérons cet ouvrage — en se plaçant à notre point de vue, c'est-à-dire au point de vue d'un ouvrier — comme étant sinon sur le même niveau que le *Capital*, du moins le meilleur ouvrage après le *Capital*. C'est dans cet ouvrage qu'il est fait mention pour la première fois de la lutte des classes et de sa signification pour le développement que suivra le monde à l'avenir.

« Les conditions économiques, y lit-on, avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du Capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent les intérêts de classe. La lutte de classe à classe est une lutte politique. »

Les *trade-unions*, que Marx désigne dans cette œuvre comme « coalitions permanentes d'ouvriers » prennent ici la dignité d'une organisation nécessaire pour la lutte des classes, et les sophismes des économistes et des socialistes contre ces unions sont réfutés.

Le *Manifeste Communiste* qui à l'exception de quelques passages peut être considéré comme le programme du parti ouvrier révolutionnaire a été publié en 1848.

La Fédération des Communistes avait chargé Marx et Engels de le rédiger et au Congrès qui eut lieu à Londres en 1847, et auquel furent pré-

sentés les représentants suisses, français, belges, allemands et anglais de la Fédération, il fut accepté comme programme de cette Fédération.

Le premier paragraphe : Bourgeois et Proletaires », parle de l'histoire de toutes les sociétés existantes jusqu'à ce jour comme de l'histoire de lutte de classes. La lutte ininterrompue entre classes opprimantes et opprimées que furent le Moyen Age et l'antiquité en est la preuve.

« La société moderne, la société bourgeoise née de l'écroulement de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer des classes nouvelles, de nouvelles possibilités d'oppression, de nouvelles formes de la lutte à celles d'autrefois. » Mais « l'Age de la bourgeoisie a néanmoins un caractère particulier : il a simplifié les antagonismes de classes. De plus en plus la société tout entière se partage en deux grands camps ennemis, en deux grandes classes directement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat ».

Le *Manifeste* parle alors du développement de la bourgeoisie. Il explique comment le mode féodal ou corporatif de l'exploitation industrielle ne peut plus suffire aux besoins créés par des marchés nouveaux acquis au Moyen Age, par exemple par la découverte de l'Amérique, et comment ce mode fut remplacé par la manufacture. Mais ces marchés ne cessant pas de s'agrandir et les besoins de s'accroître, ce fut au tour de la manufacture d'être insuffisante. C'est alors que « la vapeur et la machine vinrent révolutionner la production industrielle. La manufacture céda la place à la grande industrie moderne ; la petite bourgeoisie industrielle céda la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes ».

Chaque étape parcourue par la bourgeoisie fut accompagné d'un « progrès politique d'ampleur égale », lequel progrès, depuis la réalisation de grande industrie et la création d'un marché mondial trouva son expression la plus haute dans l'Etat représentatif moderne, dans lequel la bourgeoisie arriva à une domination exclusivement politique. « La puissance gouvernementale moderne de l'Etat n'est autre chose qu'une délégation qui gère les intérêts communs de la classe bourgeoise tout entière. »

« A l'exploitation déguisée sous un illusoire costume de religion et de politique, la bourgeoisie a substitué l'exploitation patente, sans pudeur, directe et brutale. Du médecin, du juriste, du prêtre, du savant, elle a fait des salariés à ses gages. Elle a remplacé les croyances antiques et respectables par « l'intérêt tout nu ». A mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, à mesure aussi grandit le prolétariat dans lequel viennent peu à peu tomber toutes les classes moyennes, en partie parce que leur habileté est dépréciée par des méthodes de production nouvelles.

« Les conditions d'existence de la société ancienne sont détruites par les conditions d'existence qui sont faites au prolétariat. Le prolétaire n'a pas de propriété. Il vit avec sa femme et ses enfants dans des rapports qui n'ont plus rien de commun avec le lien de famille bourgeois. Il a perdu tout caractère national dans ce travail industriel moderne, dans cet assujettissement moderne au capital, qui est le même en Angleterre et en France, en Amérique et en Allemagne. Les lois, la morale, la religion constituent pour lui autant de préjugés bourgeois, derrière lesquels se dissimulent autant d'intérêts bourgeois. Le mou-

vement prolétaire contrairement aux mouvements sociaux accomplis jusqu'ici est celui de l'immense majorité, dans l'intérêt de l'immense majorité.

« Le prolétariat couche inférieure de la société ne peut se soulever, se redresser sans que « toute la superstructure des couches qui forment la société officielle soit emportée dans l'explosion de ce soulèvement. »

« Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie sans préméditation et sans résistance est devenue l'agent, lit-on à la fin de ce § 1^{er}, au lieu de maintenir l'isolement des ouvriers par la concurrence, a amené leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi le développement même de la grande industrie détruit dans ses fondements le régime de production des produits où s'appuyait la bourgeoisie. Avant tout la bourgeoisie produit ses propres fosses. La ruine de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables. »

Le § 2 traite du rapport des communistes aux autres prolétaires. « Les communistes, y lit-on, n'ont pas des intérêts distincts des intérêts du prolétariat tout entier, et leur but est le même, à savoir la constitution du prolétariat en classe, le renversement de la domination bourgeoise, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat... Mais, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, les communistes font remarquer et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité, et communs à tout le prolétariat. »

Leurs conceptions théoriques ne sont pas fondées sur des utopies socialistes. « Elles ne sont que l'expression générale des conditions de fait données avec une lutte de classe existante, avec un mouvement historique qui se passe sous nos yeux. L'abolition des conditions existantes de propriété n'est pas un caractère spécial du communisme. Ainsi la révolution française a aboli la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoise. »

Le Communisme ne vise pas à « l'abolition de la propriété en elle-même, mais à celle de la propriété bourgeoise », c'est-à-dire à celle de la propriété fondée sur l'antagonisme des classes, sur l'exploitation de l'homme par l'homme, et sur le travail salarié.

« Le Communisme n'ôte à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux ; mais il ôte le pouvoir d'assujettir, en se l'appropriant, le travail d'autrui. »

Différents autres reproches encore faits au Communisme, concernant le mariage, la famille, l'éducation, etc., sont soumis à un examen duquel il ressort qu'ils ont trait non au Communisme, mais bien à la société bourgeoise.

Aux accusations formulées du point de vue religieux, philosophique et idéologique, le « Manifeste » répond : « Faut-il une perspicacité profonde pour comprendre que les idées des hommes, leurs aperçus concrets autant que leurs notions abstraites, et, en un mot, leurs consciences, se modifient avec leurs conditions d'existence, avec leurs relations sociales, leur vie sociale ? »

Nous avons déjà rencontré cette même idée dans la *Misère de la Philosophie* et dans les *Annales germano-françaises*. Si nous la relevons de nouveau ici, c'est uniquement pour montrer qu'elle est bien l'idée directrice, le fondement sur lequel reposent les recherches de Marx. De même que dans la légende antique Antée, luttant avec Hercule, tire sa force de la terre ; Marx, dans sa lutte avec les idéologues, tire sa force du terrain historique.

D'après Marx, l'histoire du développement de la société humaine est intimement liée à l'histoire du développement des forces de production et aux conditions de la production, qui à leur tour transforment les conditions sociales. Avec la transformation des conditions sociales se transforment aussi, s'adaptant à ces conditions, les principes, les idées de la société. C'est ainsi que les « idées dominantes d'une époque » ont toujours été « les idées de la classe dominante ». C'est pourquoi les idées n'ont de force révolutionnaire qu'en tant qu'elles naissent en même temps que les éléments d'une nouvelle société qui se forme au sein de l'ancienne. Les représentants de la bourgeoisie ont, de même que les représentants de la classe dominante de toute époque, considéré les forces et les méthodes de production, les relations sociales, en un mot les conditions sociales d'existence de leur société, comme mues par des lois naturelles éternelles. Ils ont opposé à leur époque de société, des époques historiques de sociétés qu'ils ont qualifiées de décadentes et ne pouvant se maintenir qu'artificiellement. C'est ainsi qu'ont raisonné les représentants de la religion officielle, qui ont voulu faire croire que seule cette religion était d'institution divine, alors que toutes les autres formes de religion auraient été forgées par les hommes. Loin que la volonté des hommes détermine l'avènement, le développement et la disparition d'époques historiques, ce sont les mouvements sociaux, les conditions matérielles d'existence de chaque époque historique qui déterminent la volonté des hommes.

Lorsque nous avons dit précédemment que l'histoire de toutes les sociétés humaines jusqu'à ce jour a été l'histoire de luttes de classes, on aurait pu conclure que, sous la domination de la classe ouvrière, aussi de nouveaux éléments d'une société nouvelle, fondée sur des antagonismes de classes, allaient se former. Sur quoi repose l'antagonisme de classe de la société bourgeoise moderne ? Sur l'antagonisme entre le capital et le travail. Sur quoi repose cet antagonisme ? Sur le fait que la constitution, le maintien et l'accroissement du capitalisme créent et déterminent le travail salarié. En supprimant le travail salarié, c'est-à-dire les conditions actuelles de production — et ici nous revenons au *Manifeste communiste* — le prolétariat supprimera du même coup « les conditions d'existence de l'antagonisme des classes et par conséquent sa propre domination comme classe ».

« A l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, se substituera une association où le libre développement de chacun sera la libre condition du libre développement de tous. »

Le 3^e paragraphe traite en termes brefs et pondérés de la *Littérature socialiste et communiste antérieure à 1847*.

Le 4^e et dernier paragraphe traite de l'attitude des Communistes devant les différents partis d'opposition. Il termine par ces mots : « Les Communistes déclarent ouvertement que leurs desseins ne peuvent être réalisés que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel. Aux classes dirigeantes à trembler devant l'éventualité d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. Et c'est un monde qu'ils ont à y gagner. »

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Par suite de sa propagande parmi les ouvriers et des articles dirigés contre le gouvernement prussien, qui parurent dans le journal allemand de Bruxelles, Marx fut, à la demande de ce gouvernement, expulsé de Belgique aussi ; mais il reçut en même temps une invitation officielle de Ferdinand Flocon, membre du gouvernement provisoire français, de rentrer en France (1^{er} mars 1848). « La tyrannie vous a banni, dit cette invitation, la France libre vous ouvre de nouveau ses portes. »

Lorsque la révolution éclata en Allemagne, il quitta Paris et fonda, avec ses amis d'exil, la *Neue Kölnische Zeitung* (*Nouvelle Gazette de Cologne*). Le mouvement révolutionnaire qui faisait alors trembler tous les princes d'Europe, fut soutenu dans ce journal aussi ardemment que fut défendue l'insurrection de juin (Paris 1848). Cette courageuse campagne devait évidemment faire naître des procès de presse, mais ceux-ci ne firent que donner à Marx, qui était rédacteur en chef, de nouvelles occasions d'attaquer publiquement le gouvernement.

Au mois de février 1849, Marx eut à se défendre, avec Karl Schapper et Schneider, devant les jurés de Cologne, pour un appel publié le 18 novembre 1848, et dans lequel les citoyens étaient incités à opposer partout et de toutes façons, une résistance au prélèvement, par la violence, d'impôts, que l'Assemblée Nationale prussienne avait refusé de voter.

Depuis le moment de cet appel jusqu'au moment où commença le procès, le gouvernement prussien avait dissous l'Assemblée, octroyé une Constituante (5 décembre 1848) et imposé au pays une nouvelle loi électorale ; il avait en un mot, comme le dit Marx, joué un « tour d'Etat » (*Staatsstreich*).

« C'est le gouvernement lui-même qui s'est placé sur le terrain révolutionnaire ou, plus exactement, contre-révolutionnaire, dit Marx à ses juges, et il ne peut pas se réclamer de lois qu'il a foulées lui-même aux pieds. La Couronne, ajouta-t-il, a fait une révolution ; elle a jeté par-dessus les moulins l'Etat de droit existant. Il ne peut donc pas en appeler à des lois qu'il a lui-même si honteusement violées. Lorsqu'on accomplit une révolution pareille, on peut pendre ses adversaires, mais non les juger. » Le procureur d'Etat ayant avancé que la Couronne avait renoncé à une partie de son pouvoir en faveur du peuple, par le fait de convoquer une Assemblée nationale (mars 1848), Marx répondit « Ce pouvoir était brisé, c'est pourquoi la Couronne fut obligée de faire des concessions pour sauver ce qui était encore à sauver. » « Le roi a fait les concessions auxquelles la Révolution l'a forcé, ni plus ni moins. »

Marx fut acquitté, malgré les termes dans lesquels il s'était défendu.

Après l'insurrection badoise (au printemps de 1849), Marx fut expulsé de Prusse. Il retourna à Paris, où, quelques mois après les journées de juin 1849, le Gouvernement provisoire, sur la demande de l'ambassadeur prussien, lui laissa le choix de se laisser interner dans le Morbihan ou de quitter la France. Il se rendit à Londres, dont il fit à partir de ce moment son lieu de résidence.

La contre-révolution, qui avait abouti au coup d'Etat du 2 décembre 1851, était victorieuse partout, laissant derrière elle des traînées de sang. La bourgeoisie et les princes s'embrassaient sur le cadavre du prolétariat assassiné !

Le mouvement révolutionnaire de 1848 était, de

par son origine, un mouvement purement bourgeois. Il s'agissait de rompre les liens qui empêchaient l'industrie et le commerce de prendre leur essor. Pour les rompre, la bourgeoisie devait conquérir le pouvoir, afin de pouvoir adapter les institutions d'Etat à ses intérêts. Ceci ne pouvait être réalisé qu'en se débarrassant de ce qui restait de la société féodale et de son représentant, le roi absolu.

La Révolution de 1848 a atteint ce but. La bourgeoisie fut triomphante. Les Chambres législatives, Chambres des députés et Sénats, Diètes et Parlements, sont les monuments de victoire de la bourgeoisie des différents pays ; la liberté du commerce et de l'industrie sont les inscriptions que l'on peut lire sur le frontispice de ces monuments, et la fondation de compagnies de bateaux et de chemins de fer, la construction de tunnels et de canaux, l'organisation de sociétés pour l'exploitation du charbon et des métaux, et pour l'entreprise de fonderies, de filatures, etc., entraînant une accumulation formidable du capital dans les mains de quelques hommes, sont les fruits de cette victoire.

Avec le rapide développement de l'industrie, du commerce et de l'agriculture dans les pays dans lesquels la royauté absolue n'avait été renversée que par la Révolution de 1848, renversement qui entraînait avec lui les barrières qui empêchaient ce développement, le prolétariat entra dans de nouveaux rapports avec la classe dominante. Le petit commerce devint et devient de jour en jour de plus en plus impossible, et en même temps, les relations amicales qui existaient entre maîtres et apprentis par le fait de travailler ensemble dans le même atelier et au même établi et manger à la même table, prirent fin. Le patron fut remplacé par le capitaliste, le grand fabricant et l'apprenti, par l'ouvrier de fabrique. Les relations entre eux ne tardèrent pas à devenir celles de deux ennemis, dont l'un, armé jusqu'aux dents, peut impérieusement poser ses conditions, que l'autre doit accepter, parce qu'il n'a aucun pouvoir.

C'est pourquoi, pour l'ouvrier, il s'agissait avant tout d'acquiescer du pouvoir. Mais ce pouvoir, il ne peut l'acquiescer qu'en s'unissant avec les autres ouvriers. La grande industrie, avec l'agglomération de forces ouvrières, qui est la condition de son existence, leur fournit le premier moyen de s'unir. C'est ainsi que le prolétariat se développe dans des proportions égales à l'accroissement des forces et à l'augmentation des moyens de production.

Les innombrables syndicats et unions d'ouvriers à caractère mi-politique et mi-économique, fondés dans les différents pays ces dernières décades, prouvent à quel point la conscience de classe a fait des progrès chez les ouvriers. Le développement prodigieux de la presse ouvrière dans ces dernières années et enfin l'association internationale des ouvriers en sont d'autres preuves.

Les connaissances théoriques par lesquelles se distingue le mouvement ouvrier moderne sont dues en grande partie à l'auteur du *Capital* et à son école. Je crois qu'à moins d'être infatué, il n'est personne qui leur contestera ce mérite. Or, les connaissances théoriques sont d'une grande importance pour l'avenir de la classe ouvrière. Tout grand combat fut d'abord livré sur le terrain de la théorie, et l'on peut dire que la royauté absolue en France fut renversée par les philosophes du dix-huitième siècle, avant d'avoir été décapités en la personne de son représentant Louis XVI.

Etant donné l'espace limité dont nous disposons, nous ne donnerons qu'un court aperçu sur les ouvrages de Marx depuis 1860 jusqu'à aujourd'hui, nous réservant d'en parler plus à fond à la prochaine occasion.

En 1850, Marx entreprit la publication de la *Neue Rheinische Zeitung (Nouvelle Gazette Rhénane)*, sous la forme de revue mensuelle. Nous y signalons tout particulièrement les articles suivants : la Défaite de Juin 1848, Le 13 Juin 1849, Les Suites du 13 Juin 1849. Cette revue d'économie politique succomba à la réaction triomphante.

Après le coup d'Etat de 1851, parut *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (Boston 1872, 2^e édition, Hambourg 1869), qui est une critique de la bourgeoisie française, grâce à laquelle la légende napoléonienne revêcut dans le petit-neveu du grand-oncle. En 1853, parurent les *Révolutions sur le procès des Communistes de Cologne* (Boston et Bâle, 1853), dans lesquelles l'Etat prussien et sa police politique sont soumis à une critique sévère.

Après la condamnation de ses amis par les juges de Cologne, Marx abandonna pendant de longues années toute action politique. Il passa son temps à puiser, dans les trésors du British Museum, des documents pour ses études d'économie politique, et jusqu'au moment où la guerre civile éclata en Amérique, il fut un collaborateur régulier de la *New-York Tribune*, à laquelle il envoya non seulement la correspondance anglaise, signée de son nom, mais aussi une série de leaders sur le mouvement en Europe et en Asie. Les attaques qu'il dirigea dans ce journal contre la politique étrangère suivie par lord Palmerston furent reproduites en Angleterre sous forme de feuilles volantes.

Herr Vogt parut en 1860. Le professeur Karl Vogt et ses collègues, dans la presse allemande et suisse, sont accusés, dans ce livre, de s'être mis au service de l'homme de Décembre (Napoléon III), à l'occasion de la guerre d'Italie.

Les papiers découverts aux Tuilleries, après le renversement de l'Empire, confirment l'exactitude de cette accusation.

En 1859, parurent les *Contributions à la critique de l'Economie politique*. Le contenu de cet écrit se trouve en résumé dans le premier chapitre du *Capital*.

Au meeting de Saint-Martin's Hall (28 septembre 1864), où fut fondée l'Association Internationale des Ouvriers, Marx fut nommé correspondant de cette association pour l'Allemagne. Il rédigea le manifeste et les statuts de cette association, qui furent définitivement acceptés au Congrès international ouvrier à Genève, en 1866.

A partir de ce moment, Marx rédigea les principaux écrits publiés par le Conseil général de Londres, et parmi lesquels la *Guerre civile en France* fit sensation.

En 1867, parut l'œuvre maîtresse de Karl Marx : le *Capital* ou *Critique de l'Economie politique* (2^e édition, 1872; traduction russe, 1872; traduction française, 1873). Cette œuvre, dont nous n'avons jusqu'ici que le premier volume (328 pages, vol. I) : le *Développement de la production capitaliste*, est sans contredit l'œuvre la plus remarquable de notre époque sur le domaine de l'économie politique.

Nous trouvons dans ce livre, indépendamment de son contenu théorique, l'histoire du développement moderne et de l'évolution de la propriété fon-

cière, depuis le commencement du seizième siècle. On a souvent fait, en Allemagne, à Karl Marx et à son école, le reproche de ne pas s'être occupé de l'avenir des intellectuels, des travailleurs de tête. Ce reproche est pour le moins bizarre, si l'on considère la vie lamentable que la société bourgeoise procure aux penseurs, poètes et artistes allemands. (Il suffit de citer Feuerbach.) Mais si l'on désigne sous le nom de travailleurs de tête l'espèce vénale des journalistes, fabricants de livres, qui cherchent à corrompre l'esprit du peuple, nous nous bornons à répondre que la prostitution intellectuelle

à laquelle se livrent ceux-ci disparaîtra d'elle-même avec la prostitution corporelle, puisqu'aussi bien l'une et l'autre ne sont que le fruit d'une société reposant sur l'antagonisme des classes. On comprendra qu'un homme qui a pris pour tâche de faire sauter la société présente, ne puisse s'arrêter à pareille ordures.

Marx s'est appliqué à montrer l'anatomie de la société humaine ; il n'avait pas à s'occuper des excréments de celle-ci.

Londres, novembre 1873.

Leo FRANKEL.

Chronique Internationale

RUSSIE

Dans la politique économique de la Russie Soviétique, il faut donner désormais la place la plus large à l'organisation et au développement de l'économie rurale.

Bien que le sol de la Russie soit composé dans un grand nombre de provinces de matières excellentes, la récolte d'avant-guerre ne donnait par hectare qu'une moyenne extrêmement modeste équivalant au tiers à peu près des récoltes allemande ou anglaise. Et le fait que, malgré cela, la Russie était en mesure d'exporter des quantités énormes de céréales ne peut être expliqué que par la sous-alimentation chronique de la population paysanne. Depuis la révolution, la consommation moyenne de la population paysanne dans les principales provinces productrices russes s'est élevée par an et par personne d'environ 17 kilogrammes par rapport à ce qu'elle était auparavant. La guerre mondiale, et la guerre civile qui vint après, réduisirent naturellement l'économie rurale à un état des plus lamentables. Les machines et les outils agricoles dont la plupart étaient importés de l'étranger ne peuvent plus être remplacés après usure. Le cheptel a beaucoup souffert des deux guerres. En plus de cela, on s'en tenait à des méthodes de culture primitives et la récolte moyenne ne pouvait pas ne pas diminuer. Cela, et la diminution de la superficie des terrains cultivés, qui se fit sentir dès 1916, comme aussi l'augmentation de la consommation de la population paysanne, eut pour effet que malgré la réduction de l'exportation les cités russes eurent souvent à souffrir d'un manque de vivres.

Dans les années précédentes, lorsque à la suite de l'état de guerre les produits de l'économie rurale furent monopolisés par l'Etat, le problème essentiel consistait à emmagasiner les vivres dans les villages et à les transporter dans les centres industriels. A l'heure actuelle, le centre de gravité de la question doit être transporté sur la production : il faut avant tout s'efforcer d'augmenter la superficie des terrains cultivés et la production du sol.

L'augmentation de la surface cultivée est entre-

prise au moyen d'un plan de culture, qui vient d'être élaboré et qui sera appliqué dès cette année. Ce plan consiste à fixer pour chaque province, pour chaque district, pour chaque village, la quantité et l'espèce des cultures qui doivent y être entreprises. De nouveaux organes ont été créés : les Comités d'Ensemencement, qui existent à présent dans chaque village de Russie. Ils se composent de trois à sept paysans parmi les plus avisés et les plus compétents en culture ; ils reçoivent du Conseil de district le plan d'ensemencement des terres appartenant à leur village et ils veillent à ce que ce plan soit réalisé. L'Etat les aide en ceci en leur envoyant, quand besoin s'en fait sentir, semences et outils agricoles. Ces comités d'ensemencement travaillent non pas seulement dans chaque village, mais dans chaque canton, dans chaque district, dans chaque province.

Les comités n'ont pas pour but uniquement l'augmentation de la surface cultivée, ils se proposent aussi un relèvement de l'économie rurale. Le problème se pose ainsi : comment peut-on amener le paysan à ce qu'avec le même outillage, mais avec une méthode de travail plus rationnelle il arrive à produire plus qu'il ne produisait jusqu'ici ? (Jusqu'à nouvel ordre il ne faut pas songer à remplacer sur une grande échelle l'ancien outillage par un outillage meilleur). Cette amélioration est très possible en Russie où le rendement du sol n'est si faible qu'à cause de l'ignorance et du conservatisme des paysans. Il va de soi que des moyens dictatoriaux ne peuvent pas être mis en action à cet effet. Les paysans doivent être amenés de leur propre mouvement à une nouvelle méthode de travail, et sans doute cela ne peut être atteint que graduellement. Le premier pas à faire, c'est que tous les paysans d'un village doivent apprendre à mener leur exploitation aussi bien que pourrait le faire le meilleur propriétaire de ce village. Ce n'est que lorsque ce premier degré sera franchi que les améliorations ultérieures peuvent être introduites. L'une de ces améliorations, qu'on est en train de répandre sur une grande échelle par l'intermédiaire des Comités d'Ensemencement est de labourer le plus

tôt possible les jachères. Dans les principales provinces de Russie on continue à appliquer jusqu'à présent le système triennal d'après lequel le tiers du sol reste chaque année inutilisé. Il ne faut d'ailleurs pas songer à remplacer immédiatement ce système par celui des cultures périodiques. Ce serait un saut trop brusque. Nous devons proposer avant tout ceci: persuader au paysan qu'il ne faut pas laisser les jachères non remuées jusqu'au printemps prochain, mais qu'il faut au contraire les herser à plusieurs reprises pour conserver de cette façon l'humidité du terrain (ce qui, étant donné le climat de la Russie, extrêmement enclin à la sécheresse, est un facteur de première importance) et pour augmenter la productivité du sol par cette relâche de travail. Dans les journaux russes nous trouvons chaque jour à présent des communications de différentes provinces qui montrent l'excellent succès de ces innovations.

Les Comités d'ensemencement qui viennent d'achever leurs travaux de réglementation des labours printaniers et qui en ce moment travaillent aux jachères, s'apprêtent activement d'autre part à la préparation de la grande campagne d'ensemencement d'automne. Les plans pour les labours d'automne seront bientôt prêts, vérifiés, examinés; des préparatifs sont faits pour l'emménagement et le choix des semences d'automne, et il y a des raisons d'espérer que ce travail réussira encore mieux que le premier projet. L'introduction des Comités d'ensemencement amélioré les rapports entre l'Etat prolétarien et la classe paysanne. Les paysans se rendent compte que l'Etat ne se borne pas à leur enlever une partie de leur récolte, mais s'efforce en outre, de soutenir l'économie rurale par une aide matérielle et morale, par des envois de machines, par la remise en état gratuite des outils agricoles, par une répartition équitable des semences là où le besoin s'en fait sentir. L'Etat prolétarien perd ainsi, peu à peu, aux yeux des paysans son caractère dictatorial et leur apparaît comme un ami et comme une source de bien-être.

E. VARGA.

SUISSE

Au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste deux organisations représentaient le mouvement communiste Suisse :

Le parti communiste, qui comptait peu de membres et dont la tactique d'extrême gauche restait étrangère aux masses ouvrières, et la gauche du parti social-démocrate qui était loin de présenter un caractère d'homogénéité et où les opportunistes du centre avaient encore une forte influence.

Les 21 conditions et les thèses du 2^e Congrès mirent de la clarté dans le mouvement communiste suisse.

Tandis que le petit parti communiste revisait sa tactique et acceptait sans réserves les directives du

2^e Congrès sur les questions syndicales et parlementaires, la gauche du parti subissait une crise salutaire, qui l'affaiblissait numériquement mais qui lui donna plus d'assurance et la débarrassa de son aile opportuniste.

La crise que traversent quelques sections de l'Internationale Communiste à la suite de l'attitude prise par Serrati, Levi et l'aile droite de l'Internationale a été reçue par le mouvement communiste suisse avant la scission qui se produisit dans le parti social-démocrate. Les reconstruc-teurs nous ont rendu ce grand service de provoquer la crise et de nettoyer le parti alors que nous étions encore minorité dans le parti social-démocrate.

Grâce à cet affaiblissement momentané et apparent, les débats du congrès et le travail de scission du parti social-démocrate permirent aux communistes de défendre une politique claire et exempte de compromis, et de recruter des éléments sinon communistes conscients, du moins fermement décidés à le devenir et à mener une politique sincèrement révolutionnaire. Le referendum qui eut lieu après le Congrès dans le parti social-démocrate nous permit de constater que le nombre des voix communistes avait légèrement augmenté depuis le referendum de l'année précédente fait dans des conditions infiniment meilleures pour les partisans de la 3^e Internationale.

Avant même que la scission soit un fait accompli, des pourparlers eurent lieu entre la gauche du parti social-démocrate et le parti communiste en vue d'une fusion et d'une unification des forces communistes, sur les bases des thèses du 2^e Congrès. Au début de mars se réunissait le premier Congrès du nouveau parti communiste unifié. Il groupait les représentants de 6.500 membres organisés dont 800 venaient de l'ancien parti communiste.

Le parti social-démocrate en groupe encore environ 40.000.

Le parti communiste recrute ses membres surtout dans le prolétariat des grandes villes industrielles, Bâle, Genève, tandis que dans ces mêmes villes, le parti social-démocrate reste en grosse majorité formé des fonctionnaires et employés fédéraux, à traitement fixe, qui contribuent à orienter le parti social-démocrate de plus en plus dans la voie du réformisme et de l'esprit petit-bourgeois.

Depuis sa fondation le parti communiste a surtout été absorbé par des besognes d'organisation et de propagande, rendues difficiles par l'existence de nos quatre langues nationales et par nos traditions de fédéralisme et de cantonalisme enracinées. La concentration de la direction, de la presse et de la propagande était chose nouvelle; il fallait aussi organiser notre appareil de propagande, notre force, nos cellules syndicales. Ce travail, qui aurait pu être fait plus rapidement, a donné des résultats encourageants et qui nous permettent de développer maintenant notre influence sur la masse ouvrière.

Le Parti a trois organes quotidiens.

1. Le *Basler Vorwärts* qui paraît sous le titre *Neue Ordnung* pour la Suisse centrale et qui tire à 10.000 exemplaires.

2. Le *Kampfer* à Zurich qui tire à 5.000 exemplaires et depuis le 1^{er} Mai l'*Avant-Garde* à Genève pour la Suisse française qui, à la date du 1^{er} mai, tirait déjà à 4.000 exemplaires. Chaque mois paraît en allemand un organe de propagande *Der Kommunist* et en français une revue d'éducation et de documentation communiste, *Le Ph*, qui tire à 1.800 exemplaires dont plus de la moitié sont écoulés hors de Suisse.

Quelle est l'influence du parti sur la classe ouvrière ? Est-il resté isolé des masses ?

Le parti, dans le but de sortir les masses de leur apathie, de les réveiller et pour démasquer en même temps le social-démocrate et sa terreur de l'action, a lancé une lettre ouverte aux organisations prolétariennes : syndicats, unions ouvrières, parti social-démocrate les invitant à former un front de lutte unique contre la réaction capitaliste qui s'attaque aux salaires et à la journée de 8 heures et leur proposant une conférence commune où le parti communiste aurait opposé la tactique révolutionnaire au réformisme stérile de la social-démocratie. Comme nous l'avions prévu le parti social-démocrate et le Comité Central Syndical refusèrent immédiatement et repoussèrent toute discussion avec le parti Communiste.

Dans les fédérations syndicales et dans les Unions ouvrières, la lettre du parti trouva cependant un écho qui dépassa de beaucoup nos prévisions ; sept fédérations centrales (textile, cuir, bois, pierre, Commune et Etat commerce, transports et alimentation) et une vingtaine d'unions ouvrières locales parmi lesquelles celles de Bâle, Zurich, Genève, répondirent favorablement et eurent avec les délégués du parti communiste une conférence qui décida de réclamer la convocation d'un congrès ouvrier suisse extraordinaire destiné à étudier les moyens de lutte et à relever la combativité de notre classe ouvrière.

C'est une occasion pour le parti de développer sa propagande dans les milieux syndicaux encore indifférente ou hostiles et de les sortir de la torpeur dans laquelle les chefs social-démocrates les ont plongés.

Le mouvement communiste suisse se développe, malgré les conditions difficiles dans lesquelles il combat, d'une façon satisfaisante.

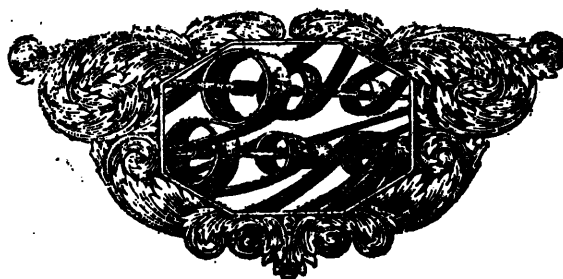
Certes, il a encore des faiblesses, certaines sections de l'ancien parti sont venues à nous avec la meilleure volonté, mais avec un passé et une vieille pratique social-démocrate que la lutte et l'action révolutionnaires seules pourront complètement effacer.

La centrale perd souvent son temps en des discussions qui pourraient être écourtées avec profit.

Schneider, un opportuniste du genre de Nebs, qui a adhéré au parti communiste par opportunisme, est une menace, non parce qu'il a une influence dans le parti, elle est nulle, mais parce que le parti n'a pas encore la force de rompre avec lui et de le rappeler de ses fonctions de Conseiller d'Etat.

Mais dans son ensemble le parti est sain. Il a de grosses tâches pour vaincre six siècles de démocratie, l'esprit petit-bourgeois et régionaliste, l'apathie des masses et l'hostilité des paysans ; mais il se met au travail avec courage pour être à son poste de combat aux côtés des partis frères d'Allemagne, de France et d'Italie.

J. HUMBERT DROZ.



Comité de la 3^e Internationale

Commission Exécutive

Séance du 16 juin 1921

La séance est ouverte à 18 h. 25, sous la présidence de Treint. Le procès-verbal de la précédente séance est adopté. Clamamus rend compte du voyage des conseillers municipaux en Belgique. Après une longue discussion, la Commission Exécutive décide de passer à l'ordre du jour. Sur la proposition de Humbertot et de Treint elle décide également d'étudier le rôle et la politique communiste des municipalités.

Après audition d'un camarade de province, la Commission Exécutive retient une proposition émanant du Groupe de Fontenay-sous-Bois, demandant à ce que seuls, les délégués des groupes assistent aux réunions plénières. Cette motion sera soumise au Comité.

Après lecture de la correspondance, Fromentin donne connaissance du projet des statuts fédéraux élaborés par la Commission. Les quinze premiers articles sont adoptés.

Etant donnée l'heure tardive, il est décidé que la Commission Exécutive se réunira vendredi soir, avant la réunion plénière, afin de terminer l'étude des autres articles du projet.

La séance est levée à 20 h. 35.

Les Secrétaires adjoints :

RENÉ REYNAUD, ALBERT TREINT.

Six mille verstes en Russie

Au cours des mois de décembre, janvier et de la première moitié de février, un groupe de délégués de l'Internationale Communiste a fait une tournée dans l'Oural et en Sibérie pour se familiariser sur place avec l'organisation soviétiste. Leur itinéraire a passé par Vologda, Viatka, Perm, Ekaterinbourg, Tioumen, Omsk, puis Tchéliabinsk, Zlatoust, Samara, pour rentrer à Moscou : au total environ 6.000 verstes. A l'expédition ont pris part des représentants de l'Allemagne, de l'Amérique, de la Tchéco-Slovaquie, de la Corée, de l'Uruguay, de la Suisse et de la Turquie. Dans toutes les villes, sauf Samara, les délégués ont visité en détail les organisations soviétistes. Ils ont surtout étudié l'Oural et les localités où naguère encore avait sévi Koltchak. Et partout ils ont rencontré un accueil enthousiaste, comme les précurseurs de la prochaine révolution mondiale. A Moscou, déjà, les délégués avaient pu se familiariser avec l'essentiel des principes de l'Etat communiste. Mais ce voyage à travers les forêts immenses, à travers les steppes, ces visites innombrables d'usines, de mines et de bureaux, ouvrirent devant leurs yeux des horizons nouveaux, les mirent face à face avec l'avènement progressif d'une société nouvelle.

Pour la première fois, les délégués entraient en contact immédiat avec des masses de camarades communistes, la plupart ouvriers, résolvant avec vaillance et dévouement les problèmes les plus complexes de l'administration locale. Ils ont vu que ces camarades n'avaient pas le temps de soumettre à un long examen les questions qui toutes réclamaient une solution urgente. La question agraire, les crises du combustible et des transports, les réquisitions alimentaires, le manque de main-d'œuvre et de spécialistes, l'absence des médicaments indispensables, des machines entières ou des pièces détachées, tout cela exigeait des mesures exceptionnelles et décisives. A cela se joignait encore l'héritage de Koltchak, le sabotage d'une partie des intellectuels et toutes sortes d'épidémies. Au milieu de cette lutte incessante contre les crises économiques, chaque Comité Exécutif, chaque Comité Communiste, ayant à sa tête un métallurgiste de Pétrograd ou un tisserand de Moscou, se changeait en un véritable quartier général menant la campagne. A Moscou, les délégués avaient vu bon nombre d'intellectuels travaillant activement en province.

Dans l'ensemble, les délégués ont visité 10 usines, environ 20 ateliers et 53 administrations avec 3 expositions. Ils ont passé 37 jours dans les villes, ils ont assisté pendant ce temps à 23 réunions, auxquelles ont pris part 10.000 personnes. En outre, avec leur participation, ont été organisés 15 meetings, auxquels ont assisté plus de 40.000 personnes. Ils ont passé 24 jours en chemin de fer entre Omsk et Moscou.

Ce qui a produit sur les délégués la plus grande impression, c'est la visite des usines et des ateliers. Quel tableau majestueux que ces meetings dans d'immenses ateliers, où les délégués, debout au milieu des machines décorées de drapeaux rouges, parlaient, à des foules de milliers d'ouvriers, des premiers éclairs de la révolution prolétarienne

future illuminant leur pays ! Ils étaient profondément émerveillés, lorsque des ouvriers, ces mêmes ouvriers russes qu'on dit en Occident si retardataires, leur adressaient des billets posant des questions parfois complexes et difficiles sur le développement de la révolution mondiale et l'état du prolétariat dans leur pays. Il est impossible d'oublier cet ouvrier qui, un jour, après un meeting dans une fabrique d'allumettes de Viatka, disait à son camarade en nous désignant : « Tu vois, tu ne voulais pas me croire que la révolution universelle est proche ; eh ! bien, maintenant, voici les camarades étrangers qui arrivent chez nous ! » Ou bien ce meeting de Vologda, où un jeune paysan nommait Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg « les étoiles tombées ». Ou bien encore ce meeting de Zlatoust, où un manœuvre des chemins de fer proposait d'ajouter à la résolution votée : « Vive la Révolution universelle ! » On pourrait indiquer encore une série de faits très significatifs pour la bourgeoisie et pour ses valets mencheviks.

Quelqu'un a nommé l'Amérique le pays des possibilités illimitées. A mon avis, ce surnom était prématuré. Le véritable pays des possibilités illimitées, c'est la Russie soviétiste, dont les précieux trésors ne consistent pas dans ses forêts, son or et son platine, mais plus encore dans le dévouement sans bornes de son prolétariat héroïque. Les richesses naturelles de la Russie Soviétiste aideront le prolétariat occidental à surmonter toutes les difficultés retardant la constitution d'une société communiste. En tout cas, l'énergie révolutionnaire et le dévouement idéaliste de ses ouvriers sont depuis trois ans un exemple irremplaçable pour tout le prolétariat occidental.

Dans l'Oural, on peut observer aujourd'hui un processus de convalescence économique graduelle. Sans doute, dans les territoires occupés jadis par Koltchak, toutes les fabriques ne peuvent pas être mises en marche. Presque partout, les délégués ont constaté les traces de la guerre civile : ponts sautés, wagons et machines mis hors de service, maisons incendiées, usines détruites. Mais par un travail acharné, on efface peu à peu les traces de destruction, et une fois la crise des transports surmontée, — elle sera surmontée sans aucun doute — elles disparaîtront tout à fait.

De Tioumen à Moscou, les trains de marchandises font le trajet en trois mois. Ce seul fait a pu convaincre les délégués de l'acuité de la question des transports. Beaucoup d'enfants des écoles ou des asiles n'ont pas de chemises ni de chaussures ; beaucoup, faute de matelas, dorment sur des sacs. Dans certains établissements enfantins, on manque de personnel expérimenté. C'est à Perm que la situation est la meilleure à cet égard. A Zlatoust aussi il y a des maisons d'enfants, petites, mais installées avec amour et intelligence. Les crèches font une excellente impression. On a beaucoup écrit sur la misère des enfants en Occident. Même les journaux bourgeois parlaient avec une fausse sympathie de la nécessité de secourir les enfants pauvres, tout en continuant de toutes leurs forces à soutenir les aventures de rapine contre la Russie Soviétiste,

et à ne pas élever une seule protestation contre les blocus, dont les premières victimes étaient cependant ces mêmes enfants russes. De Zlatoust, les délégués ont adressé à Lénine un glaive forgé à la manufacture d'armes de cette ville avec l'inscription suivante :

*Au prolétariat, ce glaive en mains !
A la bourgeoisie, ce glaive dans le cœur !*

Max BARTEL.

NOTRE SOUSCRIPTION

51^e LISTE

Louis Steux, 5 fr. — Régnier, Reims, 1 fr. — Nerbecher, Nancy, 3 fr. — L. Fouquet, Vitiolle, 5 fr. — Ravaud, 25 fr. — Liste n° 245, versé par Girard, 45 fr. — Liste n° 355, versé par Perrin, 18 fr. — Louis Pelletier, Saint-Germain, 3 fr. — Un abonné de la première heure, 2 fr. — Pour fêter l'arrivée à Moscou de nos délégués, trois syndiqués, 5 fr. — Henry, Ixelles, 7 fr. 50. — Martin, 1 fr. — Langevin, 3 fr. 50. — Supplément d'abonnement, 7 fr. — J. C., 2 fr. — Liste n° 840, 21 fr. 50. — Mesnil, Villiers, 10 fr. — Un instituteur, abonné au *Bulletin*, 5 fr. — Fouquet, Nancy, 3 fr. — Godard et citoyenne Godard, 12 fr. — Andrieux, 1 fr. 50. — Maignot, 4 fr. — Liste n° 519, 17 fr. 50. — Henri Vallier, 0 fr. 50. — Carrère, 3 fr. 50. — Hoffmann, 20 fr. — A. C., 5 fr. — Contre les lois super-scélérates, 3 fr. — Liste n° 718, versé par Carré, 49 fr.

Total de la liste..... 288 50
Total des listes précédentes.... 13.489 50

Total général..... 13.778 fr.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

VIENT DE PARAÎTRE :

N LÉNINE

LE RÔLE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

Une brochure 0 40
Réduction de 25 % aux groupes.

Envoyer lettres et mandats à RENÉ REYNAUD, 123, rue Montmartre, Paris (2^e).



Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

DRIDZO-LOSOWSKI. — <i>Le rôle des Syndicats russes dans la Révolution</i>	0 30
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
K. HORNER. — <i>Social-Démocratie et Communisme</i>	0 60
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 »
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i> (en préparation).	
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i> 1.....	0 40
ROSA LUXEMBOURG. — <i>Lettre de la prison</i>	2 50
PIERRE PASCAL. — <i>En Russie Rouge</i>	2 »
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i>	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale.. épuisé</i>	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks.. épuisé</i>	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 »
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> épuisé	
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i>	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
.. <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
.. <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (voités par le 2^e Congrès)</i> épuisé	
.. <i>La Commune de Paris (préface de Zinoviev)</i>	5 »
.. <i>Voyage en Russie rouge (album de 60 vues)</i>	4 »

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, imprimeur